

*Corporation de développement du Canada*

le Parlement et, bien entendu, comme le Parlement représente le peuple canadien, le gouvernement manquait de respect envers les Canadiens en prenant certaines mesures sans consulter le Parlement. Mais qu'est-il arrivé dans ce cas-ci, monsieur le Président? Si j'ai bien compris, et vous me reprendrez si je me trompe, les actions ont été mises en vente avant que le projet de loi soit adopté par la Chambre des communes et avant même qu'il soit débattu à la Chambre. Le gouvernement a pris cette mesure avant que le projet de loi soit renvoyé au comité législatif de la Chambre des communes où il pourrait être modifié parce que certains députés conservateurs seront peut-être d'accord avec l'opposition sur quelques points et voudront bien adopter des amendements.

**M. Lewis:** Jamais.

**M. Nystrom:** Un député a dit «jamais». A mon avis, le gouvernement a manqué de respect envers cette institution, envers le Parlement, en mettant en vente les actions de la CDC avant de présenter un projet de loi au Parlement. Je vois mon ami, le député d'Ontario, en face. Je suis certain que s'il siégeait du côté de l'opposition et qu'un gouvernement libéral faisait une telle chose, il protesterait énergiquement en affirmant que nous vivons dans une démocratie parlementaire que l'exécutif au cabinet du premier ministre et au conseil des ministres ne devrait pas présumer des décisions du Parlement.

La lune de miel est terminée. Les élections ont eu lieu il y a plus d'un an. Si les députés conservateurs veulent apporter des changements pour rendre cette institution plus démocratique et pour sensibiliser leur premier ministre à leur point de vue de simples députés, ils devront le faire cette année. Il devront avoir le courage de dire: «Monsieur le premier ministre, cessez de nous donner des ordres. Nous sommes tous égaux à la Chambre». Si le ministre de l'Expansion industrielle régionale ou le premier ministre leur donne une directive, les conservateurs de l'arrière-ban ne devraient pas se contenter d'obéir aveuglément. Ils devraient tenir leur bout. Ils devraient exprimer leur opinion et dire au gouvernement qu'il ne doit pas présumer des décisions du Parlement. Il ne devrait pas montrer un tel manque de respect envers le peuple du Canada et il devrait au contraire consulter le Parlement. Si le gouvernement présente un projet de loi et qu'il est adopté, fort bien; il se peut que nous ne soyons pas d'accord, que nous protestions, mais on aura au moins procédé de la bonne manière et montré aux Canadiens qu'on les respecte. A ce que je vois, beaucoup de conservateurs sont impatients de faire connaître leur opinion.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Nystrom:** Je vois notamment le député de The Battlefords-Meadow Lake. Il est prêt à bondir, à la manière de John Diefenbaker. Mais ces députés ont peur de parler, monsieur le Président. Le premier ministre est omniprésent. Il me rappelle 1984, il est le «grand frère». S'ils parlent, les députés conservateurs ne seront peut-être pas nommés au cabinet, ils ne deviendront pas secrétaires parlementaires et n'obtiendront pas ce qu'ils souhaitent pour leur circonscription, mais je les exhorte à avoir le courage de leurs convictions et à rappeler au premier ministre et au ministre de l'Expansion industrielle régionale qu'ils doivent respecter le Parlement et suivre la tradition parlementaire.

Pour tout dire, si ces députés veulent quelque argument pour étayer mon point de vue, qu'ils passent en revue tous les discours que les députés de leur parti n'ont pas cessé de faire pendant des années, lorsqu'ils étaient dans l'opposition. Qu'ils reviennent les discours des John Diefenbaker, Ged Baldwin, Robert Standfield, Joe Clark, Walter Baker et combien d'autres figures dominantes du parti conservateur. Dans tous ces discours, il a été question de l'importance de respecter la tradition et la procédure parlementaires. Si les conservateurs prenaient le pouvoir ils se garderaient bien, y disait-on, d'imiter Pierre Trudeau en préjugant de l'opinion du Parlement. Un gouvernement conservateur tiendrait compte des députés de l'arrière-ban, il les consulterait au lieu de présenter au Parlement un projet de loi en les mettant devant un fait accompli.

Sur ces deux points, je prie mes collègues conservateurs de faire preuve d'un peu de courage et de dire le fond de leur pensée au ministre de l'Expansion industrielle régionale.

• (1250)

Nous connaissons beaucoup de difficultés au Canada, monsieur le Président. Je viens d'une région où sévit une terrible sécheresse. Nos cultivateurs ont besoin d'aide et d'autres mesures de ce genre pour obtenir les revenus qui leur permettront de ne pas abandonner leur ferme. Nous n'avons nul besoin de renflouer les grandes banques. Nous pouvons voir assise en face de nous la «Barbara au milliard de dollars».

**Des voix:** Règlement.

**M. Garneau:** La femme au milliard de dollars.

**M. Nystrom:** La femme au milliard de dollars. Nous aurons de plus en plus souvent à déplorer ce genre de situation si les députés conservateurs ne se décident pas à dire ce qu'ils pensent.

La CDC a enregistré des résultats assez positifs. Elle a fait un certain nombre de choses pour améliorer la situation au Canada. Elle a un actif assez solide et a réalisé, au cours des années, des profits substantiels dans plusieurs domaines. J'estime qu'il ne faudrait pas vendre cette société de la Couronne. Cette décision reflète l'idéologie du ministre. Nous la connaissons; il est pour l'intensification du libre-échange avec les États-Unis, une plus grande concentration des sociétés au Canada, une mainmise étrangère plus importante. Mais je ne pense pas que les Canadiens souhaitent s'orienter dans cette voie. A mon avis, les citoyens désirent davantage d'initiatives locales, une plus grande autonomie pour mettre leur pays en valeur, davantage d'aide pour la petite entreprise et pour les coopératives, les coopératives de travailleurs, les personnes âgées et les agriculteurs. Ils souhaitent la création d'emplois à tous les niveaux, mais ce ministre vient nous présenter un projet de loi qui entraînera une concentration encore plus poussée des sociétés. C'est une erreur. Le ministre a dit que nous étions désireux de faire du commerce. Ce projet de loi va non pas favoriser le commerce, mais brader notre pays. Nous bradons le Canada aux grandes sociétés et aux intérêts étrangers au lieu de fournir aux Canadiens les moyens de prendre en main leur économie, une économie plus autonome qui créera de plus en plus d'emplois au niveau local dans l'intérêt de toute la nation.